

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 29/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ALSACHIMIE

CD52 – 68490 Chalampe

Références : 0538_2022_06_29_ALSACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-surv-rejets-eaux
Code AIOT : 0006700538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 CHALAMPE. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Afin de préserver la qualité de certain constat sur site en lien avec le respect de valeur limite instantanée, la thématique de la visite de contrôle n'a pas été annoncée à l'avance. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2019 en Grand-Est, seulement 9 % des masses d'eau sont en bon état écologique et chimique, contre 46 % en mauvais état pour ces deux critères. L'effort à consentir pour l'atteinte du bon état des masses d'eau à horizon 2027 (fixé dans les SDAGE Rhin-Meuse et Seine-Normandie en Grand Est) est encore grand, et les freins pour l'atteinte des objectifs nombreux.

Un croisement entre les données de qualité du milieu et les données en matière de rejets a donc été effectué pour réviser les priorités de l'inspection pour le cycle SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) 2022-2027. En Grand-Est, et selon cette méthode, 269 installations classées (dont le site contrôlé fait partie) rejettent dans des masses d'eau en mauvais état des effluents potentiellement chargés en substances qui contribuent à leur déclassement.

L'action consiste dans ce cadre d'une part en un examen de la robustesse des prescriptions préfectorales pour tous les rejets dans les masses d'eau dégradées et d'autre part en un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets tels qu'ils existent (notamment pour les contributeurs majeurs).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 CHALAMPE

- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim. La plateforme WEurope est dédiée à la production d'intermédiaires principalement destinés à la fabrication du Nylon 6-6. Ces activités sont exploitées notamment par les sociétés ALSACHIMIE et BUTACHIMIE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Surveillance des rejets aqueux industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Equipements pour le prélèvement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.6.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	méthodes de mesure (prélèvement et analyse)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Vidange des eaux confinées	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.6.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 16	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Convention de rejets	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.1	Sans objet
3	collecte effluents	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.2	Sans objet
4	Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.6.2	Sans objet
7	Caractéristiques générales des rejets au milieu naturel.	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.7	Sans objet
9	Programme de surveillance & Fréquences de mesures (rejets externes)	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 27	Sans objet
10	Programme de surveillance & Fréquences de mesures (rejets internes)	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant avant et après la visite d'inspection permettent à l'inspection des installations classées de conclure qu'il convient de reprendre certaines dispositions encadrant le site en matière de surveillance des émissions (compatibilité milieux récepteur, surveillance de la station PIC notamment), et que l'exploitant exploite ses installations en non-conformité aux prescriptions contrôlées sur les points suivants :

- absence des zones de collecte des eaux pluviales sur les plans des réseaux humides du site,
- rejets des eaux du bassin de confinement sans vérification du respect de la qualité de ces dernières,
- absence de certaines transmissions d'autosurveillance au travers de l'application GIDAF pour l'année 2021,
- dépassements de certaines Valeurs Limites d'Emission de manière épisodique et conjoncturelle.

Ces écarts sont considérés mineurs, ou ont déjà fait l'objet d'action corrective de la part de l'exploitant.

L'inspection a besoin par ailleurs de recueillir un certain nombre d'éléments complémentaires en lien avec :

- les écarts aux conditions normatives de prélèvement,
- les écarts aux normes de mesures à appliquer,
- la compatibilité des rejets du site avec le milieu naturel,
- les polluants susceptibles d'être émis par la rejet de la station PIC en amont du rejet du égout eaux propres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;• les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.[...]
Constats : Afin de contrôler la présence des éléments mentionnés dans la prescription contrôlée, l'inspection a sollicité l'exploitant qui a pu fournir un ensemble de documents postérieurement au contrôle montrant que : <ul style="list-style-type: none">• les différents ouvrages tels que vannes, compteurs, ouvrages d'épuration interne, points de surveillance et points de rejets sont présents sur des plans. Compte tenu de la complexité des installations ces éléments sont représentés sur différents plans (plans des réseaux, schéma d'instrumentation et tuyauterie, schémas procédés...),• les secteurs collectés pour les eaux usées industrielles et les eaux de refroidissement sont représentés sur les plans des réseaux du site. En revanche aucun document n'existe permettant de localiser les secteurs collectés pour les eaux pluviales. Ce dernier point constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Convention de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une convention entre l'exploitant et chaque société concernée, sera établie et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Elle précise les conditions d'acceptabilité et de rejets des Effluents.
Constats : Lors du contrôle l'exploitant a pu fournir à l'inspection les trois conventions établies avec les sociétés BUTACHIMIE, LINDE et AIR PRODUCTS. Ces conventions sont toutes datées de l'année 2018, ne prenant ainsi pas en considération d'éventuelles évolution réglementaires postérieures. Ces conventions sont par ailleurs établies au nom de la société Solvay (ancien exploitant des installations) et non Alsachimie. Aucune autre société ne rejette directement dans le réseau de la société Alsachimie.
Observation n°1 : Au vu du changement d'exploitant et des signatures d'arrêté préfectoraux postérieures à l'année 2018, il apparaît judicieux que l'exploitant révise les conventions de rejets établies en 2018 avec les sociétés rejetant dans son réseau d'eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : collecte effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de Traitement.
Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par l'inspection en couplant le contrôle sur site avec un examen des schémas des réseaux fournis par l'exploitant en amont et en aval du contrôle. L'inspection des installations classées s'est notamment focalisée sur le mélange des eaux dites « égouts eaux propres » et les eaux « égouts effluents » en amont immédiat du point de prélèvement du rejet NORD1. En effet l'examen des éléments à la disposition de l'inspection montrait que la part des « eaux propres » en amont de ce point de prélèvement, avoisinait un tiers du volume total autorisé pour le rejet, pouvant ainsi générer un effet de dilution notable des effluents. Après examen des plans fournis et de la situation sur site, il est confirmé que les effluents des égouts dits « eaux propres » sont bien mélangés à l'égout « effluents » avant mesure. Des mesures périodiques sont réalisées par l'exploitant sur le réseau « eaux propres » qui est (d'après l'exploitant et les arrêtés préfectoraux réglementant le site) constitué d'eaux de refroidissement, d'eaux pluviales et d'eaux domestiques. Ces mesures sont réalisées sur les points dénommés 1031 et 2031. L'examen des mesures réalisées par l'exploitant sur la période février 2021- décembre 2021 montre que ces effluents ont un caractère pollués puisqu'ils contiennent des concentrations en azote, cuivre, et carbone organique. Ces concentrations sont moindre que celles retrouvées dans les effluents industriels de la plateforme, mais elles concourent tout de même de manière significative à la pollution du rejet Nord 1. Ainsi il n'y a pas lieu de considérer que les flux des « égouts eaux propres » diluent les « égouts effluents ». Il apparaît cependant nécessaire d'adapter le contrôle des rejets afin de faire réaliser en sortie de station « PIC » et avant

apport des « égouts eaux propres », un contrôle des substances et paramètres qui ne se retrouvent que dans les flux des « égouts effluents » et non conjointement dans les deux sortes de rejets. Ce point est traité ci-après dans la partie relative à l'autosurveillance des rejets du site (point de contrôle : "Programme de surveillance & Fréquences de mesures").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.6.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). [...] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]
Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par l'inspection uniquement sur les points de rejets NORD 1 (rejet externe) et 1080 (rejet interne lié aux effluents de l'incinérateur John ZINK). Le contrôle sur site n'a pas montré d'écart à la disposition contrôlée. Il est à noter que pour le rejet n°1080 s'agissant d'un rejet potentiel par bâchée (aujourd'hui non utilisé par l'exploitant, les effluents étant envoyé en déchets), selon les déclarations de l'exploitant la mesure se ferait via un prélèvement ponctuel dans le cas où il serait amené à utiliser cet exutoire.
Observation n°2 : Il appartient à l'exploitant de statuer sur la pérennité du point de rejet n°1080, et de transmettre au préfet tout élément visant à demander le cas échéant la modification de la prescription de la surveillance de ce point de rejet potentiel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Equipements pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.6.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sur les points de rejets externes sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons conformément à la norme NF EN ISO 5667-3 ou norme équivalente venant la remplacer.
Un mode d'exploitation différent peut être mis en place par l'exploitant sous réserve qu'il établisse son équivalence avec les résultats des mesures comparatives effectuées au titre de l'article 9.12.
Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par l'inspection uniquement sur les points de rejets NORD 1 (rejet externe).
Le contrôle de la programmation du préleveur automatique mis en place par l'exploitant montre que le prélèvement est bien asservi au débit.
Le respect des conditions normatives n'a été réalisé qu'en égard aux conditions de conservations liées à la température et à la nature du flaconnage. Lors du contrôle sur site la température de conservation du préleveur était inférieure à 5°C. Cette valeur est cohérente avec les mentions faites dans le chapitre 8 de la norme citée dans la prescription contrôlée. Les échantillons sont réalisés

dans des flacons en PEHD vides ou acidifiés (en fonction des paramètres à analyser ensuite) à l'acide sulfurique (H₂SO₄).

En lien avec les paramètres faisant partie du programme de surveillance du site, il est synthétisé ci dessous quelques éléments normatifs issus de la norme NF EN ISO 5667-3 (tableau A1) et précisant les modalités de conservation des échantillons :

- Azote total : flacon plastique possible avec acidification H₂SO₄, durée maximale de stockage 1 mois,
- DCO : flacon plastique possible avec acidification H₂SO₄, durée maximale de stockage 6 mois,
- aluminium, chrome, cuivre, fer, nickel, phosphore, vanadium et zinc : flacon PEHD possible avec acidification à l'acide nitrique HNO₃, durée maximale de stockage 6 mois
- Indice Phénol : flacon PTFE ou verre possible avec acidification H₂SO₄ ou acide phosphorique (H₃PO₄), durée maximale de stockage 21 jours,
- Hydrocarbures totaux : flacon verre possible, durée maximale de stockage 4 jours.

Au vu de ces éléments il apparaît que l'exploitant ne respecte pas en tout point les éléments prévus par la norme encadrant les dispositions relatives à la conservation des échantillons. Notamment en terme de nature de flacon pour les paramètres « indice phénol » et « hydrocarbures totaux », et en terme d'acidification pour les métaux. Il appartient donc à l'exploitant de justifier pour ces paramètres et l'ensemble des éléments inclus dans son autosurveillance pour les rejets NORD1, NORD2 et SUD, que lorsqu'il ne respecte pas les conditions normative, l'équivalence est établie lors des mesures comparatives effectuées et mentionnées dans la prescription contrôlée. A toutes fins utiles il est rappelé que d'après la norme précitée, est à considérer comme « conservation d'un échantillon » : toute procédure visant à stabiliser un échantillon, c'est-à-dire à stabiliser les propriétés à étudier, depuis l'étape du prélèvement jusqu'à celle de la préparation pour analyse. La phase d'échantillonnage fait donc bien concernée par les dispositions relatives à la conservation des échantillons.

Observation n°3 : il est à noter que l'exploitant ne précise pas dans ses modes opératoires d'analyse, les prérequis de la norme précitée, et notamment les durées de conservation. Il serait pertinent de compléter les modes opératoires associés aux méthodes d'analyse par les éléments normatifs de la norme NF EN ISO 5667-3, et notamment les périodes et conditions de conservation des échantillons.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : méthodes de mesure (prélèvement et analyse)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de mesures

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du

polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]

Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par échantillonnage pour une partie des paramètres faisant l'objet d'une surveillance par l'exploitant (DCO, les métaux : aluminium, chrome, cuivre, fer, nickel, phosphore, vanadium et zinc, l'Indice Phénol et les Hydrocarbures totaux). Pour ces paramètres l'exploitant a fourni postérieurement au contrôle les modes opératoires qu'il met en œuvre pour réaliser les mesures sur ces paramètres et substances. Il ressort de l'analyse de ces documents les points suivants :

- DCO : l'exploitant cite en référence la norme NF T 90-101 de février. Cette référence bien que dépassée, est cohérente avec la norme NF T 90-101 (version 2021) citée dans l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Cependant bien que l'exploitant mentionne en référence la norme précitée, la méthode décrite dans son mode opératoire correspond à une « micro méthode » via un test en tube de la la DCO correspond selon la notice du test en tube fournie à l'ISO 15705 (Qualité de l'eau - Détermination de l'indice de demande chimique en oxygène (ST-DCO) - Méthode à petite échelle en tube fermé) et non à la norme prévue par l'avis précité. Il est cependant à noter que pour l'analyse de la ST-DCO (et non de la DCO) l'avis précité prévoit bien l'usage de la norme ISO 15705 en référence).

- Indice Phénol : l'exploitant cite en référence la norme T90109. Cette référence correspond à la norme citée dans l'avis du 22/02/22 précité. Cependant bien que le principe d'analyse d'écrit par l'exploitant dans son mode opératoire corresponde au principe décrit dans la norme, il s'écarte sans justification du protocole opératoire normé pour certaines phases telles que la constitution de la solution tampon, la durée de conservation des solutions d'Amino-4 antipyrine, et de Ferricyanure de potassium, de constitution de solution étalon phénol. Il ne mentionne pas par ailleurs certaines interdiction stricte du protocole normé tel que l'interdiction de nettoyage de la verrerie à l'acétone, ou l'emploi de joint en matière plastique pour la distillation.

Observation n°4 : l'exploitant s'attachera à prendre en considération les actualisations des normes lorsqu'elles paraissent en vue de modifier le cas échéant ses modes opératoires d'analyse.

Observation n°5 : il apparaît pertinent que l'exploitant reprenne dans ses protocoles les interdictions mentionnés dans les normes pour les analyses de ses paramètres (notamment lorsqu'il les utilise en référence pour ses modes opératoires).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES REJETS AU MILIEU NATUREL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.3.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes ;[...] • Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : • Température : < 30°C. [...] • pH : compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Lors du contrôle sur site au niveau du rejet NORD 1 il a pu être constaté visuellement l'absence de matières flottantes, et contrôlé sur les dispositifs de mesures en continu présents le respect des valeurs limites imposées en température et pH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vidange des eaux confinées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux déviées vers le bassin ne pourront être rejetées au milieu naturel dans les limites autorisées par le présent arrêté qu'après analyse et traitement éventuel.
Constats : Lors du contrôle au niveau du rejet Nord 1 il a pu être constaté la présence d'un rejet à caractère industriel se faisant à l'aval du point de prélèvement du rejet NORD 1. Il s'agissait d'eau de lavage issues du bassin de confinement. Ces eaux de nettoyage sont chargées en matière en suspension et potentiellement en polluants présents lors des événements de détournement des rejets de la plateforme. La prescription prévoit que ces eaux soient rejetées au milieu naturel dans les limites autorisées et après analyse. Or lors des constats il est apparu que le service en charge du nettoyage du bassin avait procédé à des prélèvements (dont les flacons n'étaient pas conservés dans les normes en vigueur notamment à l'intérieur d'un local non réfrigéré, et non positionnés à l'abri de la lumière), mais n'avait pas attendu le retour des résultats du laboratoire avant d'effectuer le rejet vers le milieu naturel. Cette pratique constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter. Lors du contrôle l'exploitant a cessé son rejet, et à fourni postérieurement à l'inspection une révision de la procédure (211 MO 800) visant à encadrer l'opération de nettoyage du bassin. Le mode opératoire intègre désormais la mise en œuvre de capacité tampon munies d'agitateurs mécanique pour la collecte des effluents issues du nettoyage du bassin avant contrôle des effluents collectés, avant traitement (rejets vers le milieu naturel ou envois en filière de destruction en fonction des résultats d'analyse). Il y a lieu de considérer que malgré la non-conformité structurelle (défaut de protocole pour la gestion de ces eaux spécifiques) relevée lors du contrôle sur site, l'exploitant a mis les actions en œuvre permettant à l'avenir de ne plus être en situation de non-conformité vis-à-vis de la gestion de ces effluents spécifiques. Il est cependant à noter qu'au travers de cette procédure l'exploitant ne prévoit d'effectuer l'intégralité des mesures prévues sur la surveillance du rejet NORD 1.
Observation n°6 : Il appartient à l'exploitant d'intégrer à sa procédure 211 MO 800, l'intégralité des substances et paramètres prévus sur le suivi du rejet NORD 1 en vu de pouvoir justifier en tout temps que les eaux rejetées seront bien conforme aux valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral réglementant les rejets du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Programme de surveillance & Fréquences de mesures (rejets externes)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 27	
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires (au point de rejet NORD I) sont analysées selon les fréquences détaillées dans le tableau suivant :	
Paramètre	Fréquence
pH	Continu
Débit	Continu
Température	Continu
COT	Continu
MEST	Journalière
DBO5	Journalière
DCO	Journalière
N Global	Journalière
P total	Journalière
Indice Phénols	Journalière
Cn	Journalière
Cu	Continu
Cr	Journalière
Ni	Journalière
Zn	Journalière
Fe	Journalière
Al	Journalière
AOX	Hebdomadaire
Constats : L'analyse du respect du programme d'autosurveillance pour le rejet NORD1 a été réalisé sur la période de janvier 2021 à juin 2022. Aucun écart n'est relevé par l'inspection des installation en terme de respect de fréquence de mesure.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 10 : Programme de surveillance & Fréquences de mesures (rejets internes)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 28				
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée :				
Paramètre	Fréquence			
	Auto surveillance assurée par l'exploitant			
	Station UASB	Rejets Effol		Rejet Fosse Olone « 2400 »
Débit	Continue	Mensuelle		Annuelle
MEST	Mensuelle	Mensuelle		Annuelle
DBO5	Mensuelle	-		-
N global	Mensuelle	Mensuelle		-
P total	Mensuelle	-		-
CN	-	Mensuelle		-
Pb	-	-		-
Cu	-	Mensuelle		-
Cr	-	-		-
Ni	-	Mensuelle		-
Zn	-	Mensuelle		-
Fe	-	Mensuelle		-
Al	-	Mensuelle		-
<p>Constats : L'analyse du respect du programme d'autosurveillance pour les rejets interne UASB, fosse Olone et EFFOL a été réalisé sur la période de mai 2021 à juin 2022. Aucun écart n'est relevé par l'inspection des installation en terme de respect de fréquence de mesure. En revanche il apparaît que les canevas de télétransmission GIDAF sont inadaptés et impose à l'exploitant la fourniture d'élément qui ne lui sont pas imposés dans son autosurveillance.</p> <p>Par ailleurs au vu des constats réalisés dans le cadre du contrôle sur les rejets des « égouts eaux propres» dans les « égouts eaux usées », il apparaît nécessaire de réglementer à l'aval de la station PIC et à l'amont du rejet des égouts eaux propres les polluants non susceptibles d'être présents dans les égouts eaux propre et qui sont susceptibles de subir une dilution. La prescription telle que rédigée est inadaptée, il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection les éléments nécessaire à la reprise des prescriptions de la surveillance des rejets de la station PIC.</p> <p>Observation n°7 : il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées les éléments qui permettront de réglementer les rejets de la station PIC pour les paramètres qui ne sont pas susceptibles de se retrouver dans le rejets égouts eaux propre (notamment issu des points de rejets internes n°1031 et n°2031)</p>				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 11 : Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'examen réalisé sur les transmissions de l'année 2021 montre que l'exploitant ne transmet pas l'ensemble des mesures effectuées via l'application GIDAF, notamment celle résultant des mesures comparatives ou la mesure annuelle réalisée sur le point de rejet interne n°2400 (fosse Olone). L'exploitant a mentionné qu'il s'agissait d'un oubli, et a transmis les éléments postérieurement à l'inspection. La modification n'a pas pu être directement généré dans l'application GIDAF compte tenu du statut « validé par l'inspection » qui ne permet plus de renvoi pour modification.
Observation n°8 : il appartient à l'exploitant d'être attentif à la complétude des éléments transmis au travers de l'application GIDAF, il y intégrera utilement à ses transmissions les éléments issus des mesures comparatives (pour rappel la transmission de pièces jointes est possible dans l'application). L'inspection se réservant la possibilité au besoin d'invalidé certaines détection si absence flagrante d'éléments du plan de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : compatibilité milieux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. [...]
Constats : L'arrêté préfectoral du 5 mai 2021 qui réglemente les rejets aqueux du site, s'est basé sur le positionnement transmis par l'exploitant en date du 28 mars 2019. Faisant suite à des échanges avec l'exploitant et après vérification du contenu du positionnement transmis, il apparaît que ce dernier ne s'est pas positionné vis-à-vis des aspects compatibilité de ses rejets avec le milieu. Il appartient à l'exploitant de compléter son travail réalisé en 2019 vis-à-vis de la compatibilité de l'ensemble de ses rejets vers le milieu naturel. Pour ce faire, il pourra utilement s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 relatif à mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau. Et les outils déployés par l'inspection en la matière, notamment la grille d'analyse de compatibilité jointe au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration – rejets dans le milieu naturel

« Rejet « Nord I » »

Paramètre	Concentration (mg/l)	Flux journalier (kg/j)	Flux total annuel (hors charge eau prélevé) (t/an)
MEST	35	8 750	975
DBO5	30	7 500	1 750
DCO	125	30 000	4 000
N global	25 en moyenne journalière	6250	1025
	- 16,5 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} avril et le 30 septembre - 18 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} octobre et le 31 mars		
	A partir du 1 ^{er} avril 2022 : - 15 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} avril et le 30 septembre - 16,5 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} octobre et le 31 mars		970
	A partir du 1 ^{er} avril 2024 : - 13,5 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} avril et le 30 septembre - 14,5 en moyenne mensuelle entre le 1 ^{er} octobre et le 31 mars		880
P total	1	250	71
Indice phénols	0,3	10	0,35
CN	0,1	25	9
Cu	0,15	25	2,5
Cr	0,1	25	1
Ni	0,2	25	1,4
Zn	0,05	10	1,2
Fe + Al	5	300	16,6
AOX	1	100	5,2
HC totaux	5	1250	1,8
V	0,02	5	0,35
Crésol	0,01	2,5	0,35

Constats :

Le respect des flux annuels autorisés a été réalisé au travers de la déclaration GEREP de l'année 2021, aucun écart n'a été relevé par l'inspection.

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2021, ne retranscrivent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en terme de définition de valeurs limites d'émission (VLE), et notamment le point III de l'article 21 qui prévoit des circonstances pour l'analyse des mesures et la comparaison aux valeurs limites d'émission :

- valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures,
- dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux...

Ainsi l'analyse des résultats (sur le rejet NORD1 uniquement) d'autosurveillance sur la période juin 2021-juin 2022 est réalisée à l'éclairage de ces éléments. Compte tenu de ces éléments sur la période examinée il peut être fait mention des dépassements suivants :

- 5 dépassements en concentration en juin 2021 pour le paramètre MES (lié à l'eau amont du canal selon l'exploitant),
- 7 dépassements en concentration en juillet 2021 pour le paramètre MES (lié à l'eau amont du canal selon l'exploitant),
- 1 dépassement en concentration et en flux en août 2021 pour le paramètre MES, supérieur à 2 fois la VLE (lié à l'eau amont du canal selon l'exploitant),
- 1 dépassement en concentration et en flux en avril 2022 pour le paramètre Zinc, supérieur à 2 fois la VLE (lié à un problème d'échantillonnage selon l'exploitant).

Ces dépassements sont épisodiques et représentent une part minime de l'autosurveillance du site. Pour exemple sur les MES cela représente sur 12 mois, cela représente environ 3,5 % des mesures réalisées pour ce paramètre.

Observation n°9 : Cependant il appartient à l'exploitant de d'avantage détailler, expliciter, et

étayer les causes, les conséquences, et les actions correctives mises en œuvre ou prévue pour éviter que ce type de dépassement ne se reproduisent. Dans ce cas précis, où le dépassement serait imputables aux flux de matières entrante, il lui appartient d'étayer ses affirmations avec des données de mesures sur l'eau amont en lien avec le rejet, afin le cas échéant de calculer la part induite par ses propre rejet. Il lui est rappelé par ailleurs qu'il a la possibilité en sus des espaces réservés aux commentaires dans l'application GIDAF (qui ont un nombre de caractère limité) de joindre à ses télédéclaration tout document/rapport venant détailler tel ou tel dépassement et action mise en œuvre. Ces éléments concourront à la bonne application des articles 9.1.1, 9.3.1 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 qui encadre en partie ses activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois